



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 2**

de la Décision d'exécution la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Niger pour 2023 - Partie 1

**Document d'action « Appui au maillage territorial des forces de sécurité intérieure au Niger »**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI - Europe dans le monde

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	<b>Appui au maillage territorial des forces de sécurité intérieure au Niger</b> Référence opérationnelle OPSYS : ACT-61552 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui TEI 1 Gouvernance, Paix et Droits – Niger
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant: Afrique de l'Ouest, Niger
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel national 2021-2027 en faveur de la République du Niger
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Objectifs spécifiques du domaine prioritaire 1 « Gouvernance »
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	<b>Domaine prioritaire 1 « Gouvernance »</b> : Redevabilité des politiques publiques (CAD 151) ; Conflits, paix, sécurité (CAD 152) ; Prévention, anticipation, gestion des crises et chocs alimentaires / nutritionnels et climatiques (CAD 430)

7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 16 : Paix, Justice, et Institutions efficaces Autres ODD importants : ODD 5 : Égalité entre les sexes ODD 10 : Réduction des inégalités ODD 16 : Justice et paix, promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable			
8 a) Code (s) CAD	151 – Gouvernance générale : 40 % 152 – Conflits, paix et sécurité : 60 %			
8 b) Principal canal de distribution @	ONG Internationale – 20000 Autres – 90000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance  <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	<b>Objectif politique général @</b>	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Tags: connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	gouvernance numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	entrepreneuriat numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	création d’emplois		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	compétences/compétences numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	services numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Tags: transports		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	contacts interpersonnels		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	énergie		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 25 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l’UE 25 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				

13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion) <sup>1</sup>	<p>Modalité du projet</p> <p><b>Gestion directe</b> par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Subvention</li> <li>- Marché public</li> </ul> <p><b>Gestion indirecte</b> avec la ou les entité(s) sélectionné ou à sélectionner conformément aux critères énoncés aux sections 4.3.3 et 4.3.4.</p>
--	---

## 1.2 Résumé de l'Action

Les zones les plus fragiles du pays sur le plan sécuritaire et économique identifiées par le gouvernement nigérien et la communauté internationale présentent un aspect transfrontalier : (i) la zone des trois frontières Mali/Burkina Faso à l'ouest, (ii) la région de Tahoua et (iii) les frontières avec le Nigéria et le Tchad au Sud et à l'Est. Les attaques régulières menées par des groupes armés djihadistes, ciblant principalement les forces de défenses et les populations civiles les plus vulnérables (notamment dans des communautés isolées), sont également associées à différents types de trafics illicites, mettant en exergue l'aspect opportuniste de l'insécurité et le lien entre terrorisme et banditisme.

La porosité des frontières, le déficit opérationnel des forces de défense et de sécurité (FDS) et des structures étatiques dans ces régions sont des défis structurels pour la stabilité et le développement socio-économique durable du pays. Face à l'immensité du territoire et l'augmentation d'attaques armées par les groupes armés non étatiques (GANE), le Gouvernement du Niger a adopté en Conseil des Ministres le 22 juin 2022 et le 14 avril 2022 respectivement, la Stratégie Nationale de Sécurité Intérieure (SNSI – Phase 2) et la Stratégie Nationale de Sécurité de Proximité (SNSP) établissant ainsi une série de priorités dans le domaine de la sécurité intérieure nécessitant une opérationnalisation rapide. Le Plan de développement économique et social (PDES) 2022-2026<sup>2</sup> également adopté en 2022, présente le cadre global de l'action gouvernementale. En ce sens, en lien avec son arrêté en date du 09/11/2022, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation s'investit activement pour développer un maillage territorial des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) effectif, permettant un déploiement adapté aux enjeux sécuritaires, la consolidation du dispositif global de sécurité et l'amélioration de la qualité des services de sécurité délivrés par les FSI aux populations. Les besoins dans ce domaine sont significatifs, notamment pour accompagner l'augmentation du nombre d'unités mobiles programmée par le gouvernement.

S'inscrivant dans le cadre de la Coalition pour le Sahel et l'Alliance Sahel, l'enjeu de la présente action est de renforcer le dispositif de coopération sectoriel entre l'Union européenne et le Niger en matière de sécurité intérieure et gouvernance en accompagnant le gouvernement pour opérationnaliser la SNSI et la SNSP dans les départements fragiles, et ce sur une période de 5 ans.

Ainsi le programme a comme objectif **d'améliorer la sécurité des populations et à la stabilisation du Niger, en particulier dans les zones fragiles et frontalières du pays**. En particulier, la présente action vise à renforcer le maillage territorial des FSI à travers un appui à la capacité d'action préventive et réactive des unités mobiles (déploiement des effectifs et construction d'infrastructures) et, à soutenir le renforcement du dispositif de redevabilité des FSI.

Les objectifs spécifiques de cette action viseront principalement les zones fragiles du Niger et sont les suivants :

OS 1. Renforcement de l'action préventive et réactive des dispositifs mobiles de sécurité intérieure.

OS 2. Amélioration du dispositif de redevabilité des FSI envers les populations civiles, en particulier les femmes et les jeunes dans les zones fragiles.

Cette action contribue à la mise en œuvre de la TEI 1 « Gouvernance, Paix et Droits » (à laquelle participent Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas) par l'appui aux autorités décentralisées et organes déconcentrés, par le renforcement de la présence des services de l'État, et de la sécurité

<sup>2</sup> <https://www.stat-niger.org/?p=2857>

dans les zones les plus fragiles. La contribution indicative de l'UE à cette TEI (EUR 305 M sur un total d'EURO 1.181 M) est subordonnée à la confirmation de la contribution significative indicative des partenaires de l'Équipe Europe dès que possible. À défaut, la contribution indicative de l'UE peut être réorientée en fonction des domaines prioritaires du PIP et de leurs dotations. L'obligation pour l'Union et les États membres de coordonner leurs politiques de développement à la suite d'initiatives prises à cet effet par la Commission, conformément à l'article 210 du TFUE, s'applique toujours.

Cette action sera mise en œuvre selon une approche territoriale intégrée et coordonnée avec le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, les FSI, la mission EUCAP Sahel Niger (mission civile établie par l'UE dans le cadre de sa Politique de Sécurité et Défense Commune (PSDC) et les États membres de l'Union Européenne et leurs agences de coopération.

Le Programme contribue à la réalisation des objectifs du domaine prioritaire n°1 « Gouvernance » du Programme indicatif multi-annuel 2021-2027 pour le Niger. Ce programme fait également partie des initiatives en appui au « sursaut civil » pour lequel les chefs d'État des pays du G5 Sahel et leurs partenaires internationaux se sont engagés dans le cadre de la Coalition pour le Sahel à l'occasion du sommet de N'Djamena de février 2021. L'action est principalement centrée sur les piliers 2 et 3 de la Feuille de route de la Coalition via le Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel (P3S). Les indications préliminaires de l'analyse de conflits en cours dans le cadre de la programmation 2021-2027 ont été prises en compte dans la formulation de ce programme, et notamment s'assurer que dans nos projets, le gouvernement soit le principal acteur contribuant au retour de l'État et des services de base

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Malgré un contexte sécuritaire en forte dégradation sur l'ensemble du Sahel, le transfert démocratique et pacifique du pouvoir présidentiel en 2021 au Niger permet d'identifier le pays comme une zone de stabilité dans la région. Reconnu, de part sa situation géographique, comme un carrefour d'échanges entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, le Niger reste largement confronté à de nombreuses menaces relevant du terrorisme et de la criminalité transnationale organisée, en particulier dans les zones frontalières : (i) la zone des trois frontières Mali/Burkina Faso à l'ouest, (ii) la région de Tahoua et (iii) les frontières avec le Nigéria et le Tchad au Sud et à l'Est Le Nord du Bénin – Sud du Niger représentent également des zones pour lesquelles une prévention sécuritaire est de plus en plus nécessaire.

L'organisation ACLED (*Armed Conflict Location & Event Data Project*) a recensé en 2021, le plus grand nombre d'attaques meurtrières envers les populations civiles depuis l'année 2014 au Niger. En effet, 80% des victimes des attaques de l'année 2021 sont des civils (soit 560 personnes) tués. Dans le département de Torodi, au sud-ouest de la région de Tillabéri, les groupes terroristes continuent d'exercer une influence et visent un avancement vers Niamey. Malgré des opérations militaires successives de grande envergure telle « Taanli 1 » et « Taanli 2 », certaines attaques perpétrées contre des positions militaires et des infrastructures civiles ont lieu à moins de 30 kilomètres de la capitale. Un nouveau front d'insécurité s'intensifie également dans le sud de la région de Tillabéri dans le cadre de l'expansion géographique des groupes oeuvrant au Bénin. De multiples affrontements armés entre les forces béninoises et des combattants des GANE ont eu lieu, en 2021, dans les départements d'Alibori et d'Atacora abritant les routes principales d'approvisionnement vers le Niger. Enfin, les départements transfrontaliers du Lac Tchad et de la région de Tillabéri et Tahoua, doivent également faire face à une recrudescence des conflits inter- et intra-communautaires en particulier dans le cadre de la gestion des questions pastorales et de transhumance.

Les fronts sécuritaires prioritaires au Niger sont étendus géographiquement et marqués, de par leur aspect transfrontalier, par une interdépendance culturelle et économique avec les pays limitrophes. Ces zones abritent des populations nomades et sédentaires composées d'ethnies et de tribus différentes dont les moyens de subsistance reposent essentiellement sur l'agriculture et le pastoralisme. Les sources d'insécurité auxquelles doivent faire face ces populations sont multidimensionnelles et nécessitent une action adaptée des forces de sécurité au Niger ainsi qu'une coopération efficace avec les pays frontaliers malgré des prévisions géopolitiques alarmantes compte tenu des divergences d'approche entre les pays sahéliens. En effet, les attaques régulières menées de part et d'autre des frontières, par des groupes armés mettent en exergue le lien entre le terrorisme et le banditisme. Ces attaques ciblent principalement les forces de sécurité et les populations civiles les plus vulnérables (communautés isolées, regroupement de personnes déplacées...).

L'accumulation des constats d'insécurité a imposé au gouvernement du Niger l'urgence d'une réaction et une adaptation de sa posture stratégique à travers la révision de la SNSI – Phase 2 et de son Plan d'Action 2022-2026. La redéfinition des ambitions sécuritaires du gouvernement est accompagnée d'une appréciation des moyens qui devraient y être consacrés et vise une adaptation globale et cohérente du dispositif sécuritaire, en particulier dans les zones fragiles.

L'efficacité du volet sécuritaire du G5 Sahel à travers la Force Conjointe sur les espaces transfrontaliers est contrecarrée par la fragilité politique des pays voisins du Niger. Le 19 mai 2022, le Président nigérien a déclaré être « privé d'une stratégie concertée et régionale pour lutter contre le terrorisme » et « invite à un engagement plus massif et plus résolu des forces françaises et européennes contre les groupes djihadistes ». Par ailleurs, la volonté de stabiliser et sécuriser les zones fragiles du pays est décrite comme une priorité par le gouvernement dans le PDES 2022-2026, la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement, la SNSI Phase 2 et son Plan d'Action 2022-2026 et la SNSP. Ces documents fondateurs pour l'appui de l'Union européenne (UE) à la République du Niger mettent particulièrement en exergue la nécessité de renforcer le maillage territorial et les moyens des FSI à travers un appui à la capacité d'action préventive et réactive d'unités mobiles. Les dispositifs d'unités mobiles des FSI sont d'ores et déjà soutenus par l'UE et les Etats Membres à travers un renforcement des capacités, l'octroi d'équipements individuels et collectifs ainsi que la réhabilitation/construction d'infrastructures nécessaires (notamment et respectivement par un Projet de Coginta d'appui à la création d'un 1<sup>ER</sup> escadron polyvalent de la Garde Nationale et au travers des Projets Sosesta 1 et 2 de Enabel). Dans le cadre de la Coalition pour le Sahel, lancée en début d'année 2020, et de la mise en œuvre de sa Feuille de route via le P3S - piliers 2 et 3 de la Feuille de route) et de l'Alliance Sahel (pilier 4), l'UE s'est engagée lors du Sommet de N'Djamena en février 2021, à accompagner dans un effort conjoint le 'sursaut militaire' d'un 'sursaut civil'. Ce sursaut repose sur un recentrage des efforts communs sur la stabilisation et le retour de l'Etat dans les zones les plus reculées afin de favoriser le rétablissement d'une gouvernance locale inclusive et redevable. Ceci afin de parvenir à une amélioration rapide de la sécurité physique et de la protection des civils, une amélioration directe des conditions de vie des populations, de la cohésion sociale et de la confiance entre les populations et l'Etat.

Par ailleurs, le Niger a adopté, en septembre 2020, son deuxième Plan d'Action Nationale sur la Résolution 1325, des Nations Unies « Femmes, Paix et Sécurité ». Le soutien à l'opérationnalisation de la SNSI Phase 2, sera poursuivi à travers la programmation 2021-2027 de la DUE-Niger. Ce soutien fait l'objet d'échanges stratégiques et opérationnels avec EUCAP Sahel Niger qui soutient la vulgarisation de la SNSI, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et les Haut-Commandants et Direction Générale des trois FSI.

## 2.2 Analyse des problèmes

### **Brève analyse des problèmes :**

La porosité des frontières nationales, le renforcement de la confiance des populations envers les FSI ainsi que le déficit opérationnel des forces de sécurité et de structures étatiques dans les régions fragiles sont des défis structurels auxquels le gouvernement du Niger tente de répondre avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (PTF). L'insécurité à laquelle le Niger fait face, présente des aspects multi-formes dont les sources se situent aussi bien à l'extérieur et qu'à l'intérieur de son territoire national. Face à l'engagement fort du Président Bazoum à mettre en œuvre la réponse sécuritaire et malgré les moyens mis à disposition par la partie nationale, la situation se détériore dans certaines zones fragiles. En effet, les capacités d'action préventive et réactive des FSI ne permettent pas de sécuriser durablement ces zones, entravant ainsi la présence effective de l'Etat et des autorités locales en laissant la population en proie aux menaces des GANE. Par ailleurs, l'impact négatif de la situation sécuritaire sur les droits humains et la vie économique, la difficulté du gouvernement nigérien à établir un maillage territorial et le développement de Comités de vigilance organisés localement par les populations civiles ne permettent pas au gouvernement d'établir un système sécuritaire efficace capable de prévenir les crises et protéger les communautés et leurs biens matériels.

Malgré une campagne de recrutement massif en faveur des FSI, les capacités de déploiement des forces de sécurité nigériennes sont limitées par une faible capacité de projection stratégique et tactique, un maillage territorial en cours de structuration, des conditions de déploiement dangereuses, une faible présence des services de l'Etat et un service de proximité fragilisés par les actions des groupes criminels et terroristes. Les conditions de déploiement actuelles sont limitées compte tenu du manque d'infrastructures et d'équipements dans les zones fragiles, engendrant ainsi des difficultés pour recruter les effectifs nécessaires à la sécurisation des zones fragiles. La question du genre dans le secteur de la sécurité intérieure soulève des besoins multiformes qui sont relatifs à la gouvernance des FSI (déploiement de personnel féminin, accueil des victimes de sexe féminin...) et à l'insécurité

rencontrée spécifiquement par les femmes et les filles (violences sexuelles basées sur le genre et liées aux conflits). Au sein des recrutements en cours, les femmes sont actuellement sous-représentées au sein des FSI en particulier dans les rôles opérationnels. En effet, selon la SNSI, la part des femmes dans la gendarmerie est d'environ 3 % contre 8 % au sein de la police nationale. Ces femmes occupent souvent des postes support (administration et services de santé)<sup>3</sup>. La SNSI-Phase 2 et son plan d'action 2022-2026 insistent néanmoins sur la représentation des femmes au sein des FSI afin d'améliorer les résultats en matière de sécurité humaine, de proximité et d'efficacité opérationnelle.

Par ailleurs, des stratégies de prévention et de gestion des risques ne sont pas mises en œuvre de manière optimale. En effet, les stratégies de réduction des risques et des catastrophes sont mises en œuvre à travers des cellules étatiques sectorielles qui n'intègrent pas l'aspect sécuritaire et ne permettent pas une vision holistique du risque. Cependant, au cours des années 2021 et 2022, la volonté d'améliorer la gestion et la prévention des risques sécuritaires s'est traduit par (i) l'engagement du gouvernement actuel et de la CEDEAO à opérationnaliser une cellule de coordination nationale en 2021 (Cellule Nationale d'Alerte Précoce – CNAP) et (ii) la création par arrêté en date du 26/04/2022 d'un comité ad hoc réunissant les trois FSI, la Protection Civile et EUCAP afin d'élaborer un plan d'action de sécurisation des communes composé essentiellement de « cartes chaleurs » et de plans de contingences basés sur une catégorisation sécuritaire. L'élaboration de carte chaleur est également notée comme une des missions du comité technique chargé du suivi des recommandations des unités mobiles et du maillage territorial des FSI (arrêté 001204 du 09/11/2022). D'autre part, les mécanismes de redevabilité des FSI nécessitent d'être mieux connus par la population et d'être plus opérationnels afin d'une part d'améliorer leur utilisation et application, ainsi que le traitement dans le cadre de l'accueil des personnes gardées à vue et les conditions carcérales et d'autre part d'améliorer le lien de confiance entre les populations locales et les FSI. Les questions liées à la confiance et de la collaboration entre les FSI et les populations sont par ailleurs exploitées par les GANE qui menacent les communautés susceptibles de collaborer avec les FSI.

Enfin, compte tenu de la multiplicité des appuis sécuritaires reçus par le gouvernement du Niger de la part des PTF, une amélioration des capacités de coordination et de suivi et évaluation est nécessaire.

**Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:**

Les bénéficiaires finaux de la présente action sont les populations (notamment les femmes et les filles) vivant dans les zones fragiles et frontalières au Niger.

Les bénéficiaires directs de la présente action sont: les FSI, les conseils régionaux - départementaux de sécurité, les collectivités territoriales et les administrations déconcentrées, la Cellule Nationale d'Alerte Précoce des risques sécuritaires, des organisations de la société civile.

Les parties prenantes de l'action sont au niveau national et local, à savoir : le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, les FSI, le Centre National de coordination du mécanisme d'Alerte Précoce et de réponses aux risques sécuritaires (CNAP), le Conseil national de sécurité (CNS) et ses démembrés, la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) et les collectivités territoriales ainsi que les chefferies traditionnelles.

Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, les Conseils régionaux et départementaux de sécurité et les FSI seront impliqués sur l'ensemble du projet. Les autorités administratives représentant l'État (gouverneurs et préfets) sont également des parties prenantes clés. L'UNPBF, la HACP, les collectivités territoriales, les chefferies traditionnelles et autres structures, seront sollicitées pour leur expertise dans le cadre du renforcement du dialogue et en faveur d'activités au bénéfice des populations locales. Enfin, le projet associe les collectivités territoriales, la société civile et les communautés à la gestion intégrée de la sécurité intérieure compte tenu des menaces, risques et dangers auxquels le pays est confronté et tel que décrit au sein de la SNSI-Phase 2. Les besoins en termes de capacité d'anticipation, de prévention, d'action et de réaction nécessitent une synergie d'action de l'ensemble des acteurs.

<sup>3</sup> SNSI Phase 2 – 2022-2026 « En 2020, la Police Nationale compte environ un effectif de neuf mille vingt-huit (9028) fonctionnaires, dont huit mille deux quarante-huit (8 248) hommes et 780 femmes (...) Les effectifs de la Gendarmerie Nationale sont estimés à 9 245 Hommes et Femmes, tous grades confondus (2,08% d'officiers, 32,64% de sous-officiers et 65,05% de gendarmes) au 1er novembre 2021 dont 3% de personnel féminin. ».

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est d'améliorer la sécurité des populations et la stabilisation du Niger, en particulier dans les zones fragiles et frontalières du pays.

Les objectifs spécifiques de cette action viseront principalement les zones fragiles du Niger et sont les suivants :

OS 1. Renforcement de l'action préventive et réactive des dispositifs mobiles de sécurité intérieure

OS 2. Amélioration du dispositif de redevabilité des FSI envers les populations civiles, en particulier les femmes et les jeunes, dans les zones fragiles.

Cette action contribue à la mise en œuvre de la TEI 1 « #Gouvernance-Paix-Droits » par l'appui aux autorités décentralisées et organes déconcentrés, à la présence et aux services de l'État, et au renforcement de la sécurité.

Les produits attendus seront mis en œuvre selon une approche territoriale intégrée et coordonnée avec le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, les FSI, la mission EUCAP Sahel Niger ainsi que les Etats-Membres de l'UE et leurs agences de coopérations dans le cadre de la Coalition pour le Sahel et l'Alliance Sahel.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants:

Produit 1.1 : Les capacités de contrôle du territoire des dispositifs mobiles des FSI sont améliorées dans les zones fragiles et frontalières

Produit 1.2 : Les conditions de déploiement des dispositifs de sécurité intérieure sont améliorées

Produit 1.3 : Le fonctionnement et les capacités de prévention et gestion des risques sécuritaires aux niveau régional, départemental et local sont améliorés

Produit 2.1 : Les capacités d'intervention des FSI en soutien aux administrations territoriales sont améliorées

Produit 2.2 : La population civile, en particulier les femmes et les jeunes, sont informées du mandat et du rôle des dispositifs de sécurité intérieure intervenant dans leurs départements

Produit 2.3 : La population civile, la société civile, les autorités locales et les FSI participent à des activités communes en faveur du développement socio-économique durable de leurs territoires

#### 3.2 Activités indicatives

L'ensemble des activités seront mises en œuvre en étroite coordination avec la mission EUCAP, les Etats-Membres et leurs agences, ainsi que les PTF soutenant les FDS. Ces activités seront déployées sur la base des concertations avec les autorités de tutelle, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, la Garde Nationale (GN), la Gendarmerie Nationale (GNN) et la Police Nationale (PN) du Niger et en complémentarité avec l'appui budgétaire et les autres projets de l'UE intervenant en appui aux FSI. L'appui financier bilatéral mis en œuvre par EUCAP, les Etats-Membres et les autres PTF dans le cadre des projets de sécurité intérieure, devra être pris en compte notamment dans une recherche d'équilibre des moyens mis à disposition des différentes forces de sécurité intérieure.

Ces activités bénéficieront des leçons apprises de l'appui de l'UE aux FSI au cours des cycles de programmation précédent, en particulier pour l'identification des équipements individuels et collectifs nécessaires à l'opérationnalisation des unités mobiles (équipements létaux et munitions étant exclus), la réhabilitation/construction d'emprises, le renforcement de la redevabilité des FSI ainsi que du lien de confiance civilo-FSI. Enfin le mécanisme de suivi et évaluation relatif à ces activités visera à mesurer l'impact de la présente action à travers le suivi de la situation sécuritaire, l'intégration des questions de genre et des droits humains et des capacités préventives, réactives et de maintenance des FSI.

##### **Activités liées au produit 1.1 - Les capacités de contrôle du territoire des dispositifs mobiles des FSI sont améliorées dans les zones fragiles et frontalières**

Les activités visent à soutenir la création et l'opérationnalisation des dispositifs de mobilité dans les zones fragiles prioritaires identifiés par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation en coordination avec les FSI. Notamment les activités visent les formations et la dotation en équipement des unités mobiles pour leur



déploiement effectif. Ces activités seront l'occasion également de soutenir le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation pour le recrutement du personnel féminin au sein des corps des FSI et des unités mobiles. Les plans d'achats des équipements nécessaires au déploiement des unités mobiles seront développés en coordination avec les Etats-Membres et EUCAP et, basés sur des critères d'ordre environnemental, financier, logistique dans le but de favoriser les possibilités d'interopérabilité et de mutualisation entre les FSI. Les équipements considérés visent à doter les FSI de moyens roulants, permettant de s'adapter à la mobilité de la menace, de moyens de communication interopérables entre les FSI, d'équipements de protection individuels, de moyens collectifs, spéciaux et de campagne ainsi que d'équipements de maintenance permettant d'assurer la durabilité des équipements dans les zones de déploiements. Les équipements prendront en considération l'intégration des besoins spécifiques des femmes (paquets minimums d'hygiène, matériel de protection individuelle ...). Par ailleurs, des formations opérationnelles à l'utilisation d'équipements et aux moyens spéciaux, à la gouvernance éthique (Droit international humanitaire, Droit international des droits de l'Homme et à la protection des civils) seront dispensés en partenariat avec les acteurs spécialisés au Niger (Commission Nationale des Droits Humains, CICR...).

**Activités liées au produit 1.2: Les conditions de déploiement des dispositifs de sécurité intérieure sont renforcées**

Les activités visent à construire /réhabiliter des infrastructures et des emprises sécuritaires et/ou antennes régionales. Ces infrastructures permettront aux FSI de vivre plus dignement au sein d'un environnement sécurisé durant leur déploiement et d'améliorer les moyens de stockage, de gestion et de distribution des équipements. Par ailleurs, ces infrastructures amélioreront la présence de l'Etat dans les zones fragiles en permettant, dans la mesure du possible, l'installation et l'équipement de structures administratives du Ministère de l'Intérieur et soutiendront ainsi l'interopérabilité des FSI. L'ensemble des équipements (hygiène / assainissement et électricité) feront l'objet d'études préalables au lancement des travaux et viseront à encourager et faciliter le déploiement du personnel féminin.

**Activités liées au produit 1.3: Le fonctionnement et les capacités de prévention et gestion des risques sécuritaires au niveau régional, départemental et local sont améliorés**

Ces activités visent à renforcer des mécanismes de veille, d'alerte précoce et de réponses aux risques sécuritaires des institutions nationales et de leurs services déconcentrés afin d'améliorer les capacités d'anticipation et de préparation des FSI, autorités locales et services techniques déconcentrés. Ces activités viseront essentiellement à soutenir l'opérationnalisation d'un comité ad hoc créée par arrêté en avril 2022 et réunissant les trois FSI, la Protection Civile et EUCAP afin d'élaborer un plan d'action de sécurisation des communes. Cet appui sera mis en œuvre à l'échelle communale, départementale et régionale. Les compétences de prévention, et de gestion des risques sécuritaires des autorités nationales et locales déconcentrées et décentralisées et leurs capacités seront également renforcés. Ces activités seront mises en œuvre en coordination avec les autres appuis de l'UE au Niger en matière de prévention et gestion des catastrophes afin de permettre une gestion holistique des risques naturels et de ceux liés aux conflits. La participation des femmes, des jeunes, des comités de paix et d'autres segments de la société civile à la prévention et la gestion des risques sécuritaires sera sine qua non à la bonne mise en œuvre de cette activité, garantissant ainsi la participation de l'ensemble de la population à la gestion de la menace sécuritaire.

**Activités liées au produit 2.1 : Les capacités d'intervention des FSI en soutien aux administrations territoriales sont améliorées**

Des activités viseront à appuyer des mécanismes de redevabilité des FSI envers la population à travers la mise en place et l'opérationnalisation de la charte d'accueil du public et de la ligne verte pour une meilleure protection des citoyens et une accessibilité aux services de sécurité par la population nigérienne dans zones cibles. Par ailleurs, il y aura aussi des activités de communication menées en coordination avec les autorités locales et la société civile (et en particulier les organisations de femmes) pour consulter, informer et sensibiliser les populations sur les voies des recours contre d'éventuels abus des FSI, comme recours auprès du Médiateur de la République, de la CNDH et plus largement de la justice.

**Activités liées au produit 2.2 : La population civile, en particulier les femmes, les jeunes, et les personnes déplacées internes sont informées du mandat et du rôle des dispositifs de sécurité intérieure intervenant dans leurs départements**

Ces activités visent à mener des campagnes de communication en langue locale afin d'informer les populations civiles du mandat et du rôle des dispositifs de sécurité présents sur leur territoire et permettre un accès aux méthodes d'alerte existantes en cas de crise sécuritaire. Ces activités seront mises en œuvre en étroite collaboration

avec les autorités locales, les chefferies traditionnelles et la société civile et viseront à informer en premier lieu les publics vulnérables (les femmes, les filles, les jeunes, les personnes déplacés ou réfugiés, les personnes en situation de handicap ou d'invalidité). Les canaux de communication et d'information informels (griots, chefferies...) et formels (radios...) capables de lutter contre les informations fallacieuses sur la situation sécuritaire et actions FDS seront utilisés pour informer le public, en particulier les femmes et les jeunes et les populations vulnérables.

**Activités liées au produit 2.3 : La population civile, la société civile, les autorités locales et les FSI participent à des activités communes en faveur du développement socio-économique durable de leurs territoires**

Ces activités basées sur l'évaluation des besoins des parties prenantes / consultations, visent à construire/réhabiliter de petites infrastructures de services sociaux de base, des prestations liées aux services sociaux de base et d'améliorer la protection de l'environnement. Elles soutiendront le renforcement du lien de confiance entre les FSI, les communautés locales et la Protection Civile. Elles seront menées en étroite coordination avec EUCAP et les Etats Membres. Les populations vulnérables (les femmes, les jeunes, les personnes déplacées ou réfugiées, les personnes en situation de handicap ou d'invalidité) seront associées prioritairement à cette activité en qualité d'acteurs et actrices. Compte tenu du risque de brouiller les rôles entre les acteurs dans ces zones de conflits, il est important que le principe de neutralité des acteurs humanitaires soit garanti.

### 3.3 Intégration des questions transversales

**Protection de l'environnement et changement climatique**

Les zones fragiles identifiées par le gouvernement du Niger sont situées majoritairement dans les zones rurales et dans des complexes naturelle transfrontaliers. Selon les orientations opérationnelles émises par le gouvernement du Niger, cette action pourrait sécuriser des zones naturelles et agricoles majeures. Enfin, dans le cadre des activités envers les populations, les communautés, les autorités locales et la Protection Civile développeront des activités en faveur de la protection et la gestion durables des territoires y compris à travers des processus de dialogue, afin de renforcer davantage la confiance entre les communautés et les autorités. Une synergie avec les activités de la Grande Muraille Verte pourra être envisagée si les zones d'intervention identifiées sont communes aux deux actions.

**Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)**

Le criblage EES a conclu qu'aucune autre action n'était requise. En revanche, la présente action favorisera l'achat d'équipements à travers le marché local compte tenu de l'impact environnementale relatif à la chaîne logistique d'approvisionnement et la détérioration sécuritaires des routes d'approvisionnement dans le Nord Bénin et au Niger.

**Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)**

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire). Le secteur de la sécurité soutenu par la présente action n'est pas reconnu comme un secteur sensible du point de vue de l'environnement, une évaluation environnementale stratégique n'est pas requise. Par ailleurs, les particularités du secteur au Niger, ainsi que de la politique et de la présente action ne permettent pas, compte tenu du contexte d'interventions dans les zones fragiles, d'améliorer la performance environnementale de cette action actuellement. Les travaux de construction / réhabilitation d'emprises seront menés en prenant en considération la durabilité des infrastructures et leur impact sur l'environnement.

**Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques**

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

**Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que la présente action présente des objectifs et des activités significatives pour soutenir l'égalité entre les hommes et les femmes et, l'autonomisation des femmes et des filles au sein du secteur de la sécurité intérieure et en particulier dans les zones fragiles. L'égalité des genres fera l'objet de formations au bénéfice des FSI, des

autorités locales et des communautés. Par ailleurs, la participation des femmes et des filles, en tant qu'actrices de la sécurité, déterminera la réussite de l'ensemble des activités de la présente action. Une attention particulière sera portée aux activités relatives au déploiement des dispositifs de sécurité (fonctions supports en priorité), au renforcement du lien de confiance entre civils et les FSI, y compris à travers le dialogue et l'identification des risques sécuritaires. Cette action contribuera notamment, tel qu'énoncé dans le plan pour l'égalité femmes hommes -III à soutenir le Niger dans la mise en œuvre du plan Femme, Paix et Sécurité.

### **Droits Humains**

Le respect des droits humains et du Droit International Humanitaire seront intégrés à l'action à travers les formations au bénéfice des dispositifs de mobilité des FSI et une attention particulière portera sur la branche relative aux droits des réfugiés et sur les mécanismes de protection des personnes déplacées. Par ailleurs le renforcement d'une culture de redevabilité au sein des actions des FSI permettra de travailler sur les questions de conduite des FSI et de soutenir le lien de confiance entre les communautés et les FSI.

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que les personnes en situation de handicap bénéficieront de l'impact du projet dans leur zone de résidence et seront activement associées à l'OS2, en particulier dans le cadre de l'instauration d'une culture de redevabilité et d'activités d'intérêt général. L'accès des personnes avec handicap à l'information et aux consultations sera assurée. Les campagnes de communication seront à caractère inclusif et tiendront compte des différents handicaps (y compris les sensoriels et intellectuels)

### **Démocratie**

L'action contribuera au renforcement des autorités nigériennes et à leur redevabilité et transparence vis-à-vis la population par l'inclusion et la participation des communautés et de la société civile à l'instauration d'une culture de redevabilité et d'activités d'intérêt général.

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

L'Action contribuera à la prévention des crises et des conflits, à la consolidation de la paix et à la résilience des communautés à travers la sécurisation des territoires comme condition préalable au développement socio-économique et durable. Plus précisément, l'appui aux FSI, le respect et la promotion des droits humains dans les zones fragiles et le renforcement de la notion de redevabilité permettront d'améliorer les liens de confiance entre populations et forces de sécurité, améliorer les conditions de déploiement des FSI et améliorer le sentiment de sécurité des populations vulnérables. Dans certaines zones ciblées une action humanitaire est apportée. Pour permettre de bonnes synergies entre les acteurs de développement, de stabilisation et les acteurs humanitaires, il est important que le principe de neutralité des acteurs humanitaires soit garanti. De plus, dans le cadre de l'appui aux FSI et afin de garantir la préservation de l'espace humanitaire, des formations sur le Droit International humanitaire et le Droit international des droits de l'Homme et à la protection des civils seront dispensées (y inclus des orientations internationales disponibles et aux pratiques recommandées).

### **Réduction des risques de catastrophes**

L'appui à la prévention des risques et des crises sécuritaires permettra de soutenir le déploiement stratégique des unités mobiles de sécurité intérieur et améliorera la gestion et la réponse aux menaces sécuritaires. Cet appui sera mis en œuvre à plusieurs échelles territoriales à travers une approche territoriale intégrée et en collaboration avec la partie nationale et l'Alliance Sahel.

### **Autres considérations, le cas échéant**

Certaines zones ciblées par la présente action seront potentiellement considérées comme des zones de regroupement susceptibles d'accueillir des flux de populations fuyant les zones de conflits et d'insécurité. L'action visera à prendre en considération ce phénomène en adoptant une approche « ne pas nuire » et d'encourager la protection des personnes vulnérables face aux risques sécuritaires.

## **3.4 Risques et enseignements tirés**

Le risque majeur est la détérioration importante de l'environnement sécuritaire au Sahel et au Niger liée aux activités terroristes. Le risque lié aux capacités d'absorption nationale vis-à-vis de l'augmentation des effectifs des FSI sera atténué par un dialogue politiques permanent entre le Niger et l'UE y incluant la mission EUCAP.

<b>Categorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)</b>	<b>Impact (Haute/ Moyen/ Faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Détérioration significative du contexte sécuritaire dans les zones ciblées rendant impossible l'accès des FSI	Risque 1	Moyen	Haut	<p>Ce risque est d'autant plus prononcé que ce projet est mis en œuvre dans les zones fragiles et frontalières du pays.</p> <p>La présente action s'adaptera au concept de sécurisation, stabilisation et maillage en fonction du plan de sécurisation des communes et l'évolution du contexte sécuritaire.</p> <p>Les activités seront planifiées à travers un séquençage permettant de suspendre et redémarrer l'action et/ou de la réorienter vers des zones plus accessibles. Une coordination étroite avec les forces de défense sera encouragée afin de favoriser la sécurisation des territoires et permettre l'intervention des FSI.</p> <p>Le dialogue politique relatif au maillage territorial et au renforcement des capacités des FSI dans le cadre des mesures d'appui budgétaire sera développé préalablement et pendant la durée de la présente action.</p>
Capacités d'absorption nationale vis-à-vis de l'augmentation des effectifs des FSI	Risque 2	Moyen	Haut	<p>Le dialogue politique relatif au renforcement des capacités des FSI dans le cadre des mesures d'appui budgétaire sera développé préalablement et pendant la durée de la présente action concernant la capacité d'absorption nationale entre le Gouvernement du Niger, le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et avec l'appui de la mission EUCAP. Par ailleurs, la SNSI Phase 2 détermine la création de neuf (9) compagnies d'unités mobiles entre 2022 et 2026.</p>
Impossibilité de réaliser les infrastructures sécuritaires suite à une détérioration de la situation sécuritaire et l'impossibilité des entreprises de construction à intervenir et une surestimation des coûts de construction.	Risque 3	Moyen	Moyen	<p>Les activités relatives à la réhabilitation/la construction des emprises sécuritaires ou antennes régionales seront, si nécessaire, soutenues et mises en œuvre en partenariat avec le génie civil/militaire. L'ensemble des équipements (eau, électricité) nécessaire à améliorer les conditions de déploiement des FSI feront l'objet d'études préalables.</p> <p>Encourager la participation des entreprises locales et régionales qui travaillent déjà dans la région en dépit de l'insécurité.</p>
Détérioration de la situation sécuritaire ou sanitaire mondiale entraînant une suspension et/ou un allongement	Risque 4	Moyen	Moyen	<p>Mutualisation des ressources relatives à la tenue des formations avec les dispositifs de mobilité précédemment financés par l'UE, la mission EUCAP et les Etats Membres.</p>

significativement des livraisons de matériels.				L'ensemble des plans d'achats relatif à cette action et leurs acquisitions (passations de marché, appels d'offre) seront anticipés et validés au démarrage du projet et de manière collective en prenant en considération les leçons apprises et besoins spécifiques des FSI et les difficultés éventuelles en matière de dédouanement.
Résistance au changement et faible implication des bénéficiaires, en particulier dans le cadre des aspects relatifs à la redevabilité, au genre et au respect et à la réalisation des droits humains.	Risque 5	Moyen	Moyen	S'assurer du plein investissement de la participation à part entière et de l'engagement des bénéficiaires dès le démarrage du projet et associer les différents niveaux systématiquement à la prise de décision et à la réalisation des activités.  Coordination étroite avec la mission EUCAP.
Durabilité de l'action et non attribution du budget de fonctionnement des unités mobiles suite à la mise en œuvre de l'action, limitant ainsi l'impact de la présente action	Risque 6	Faible	Moyen	Le dialogue politique avec le Gouvernement du Niger relatif au renforcement des capacités des FSI dans le cadre des mesures d'appui budgétaire sera développé préalablement et pendant la durée de la présente action, ensemble avec la mission EUCAP.

#### **Enseignements tirés:**

Au cours de la période 2016-2021, la coopération UE-Niger dans le domaine de la sécurité intérieure a été mise en œuvre à travers divers instruments financiers, modalités et en partenariat avec une large gamme de partenaires. En effet, depuis 2016, l'UE a appuyé le domaine de la sécurité intérieure et de la défense avec un montant total de 145,5 MEUR (appui budgétaire inclus). Les partenaires de mise en œuvre, agences de coopération des EM, ONGs et associations ont développé une expertise de la zone, des acteurs et des enjeux propres à cette action.

La coopération UE-Niger a permis de soutenir les axes prioritaires du gouvernement : gestion des frontières, maillage territorial, mobilité stratégique des FSI, la construction/réhabilitation d'emprises et d'antennes régionales, mise en place des Equipes conjointes d'investigation, mesures de cohésion sociale et de renforcement de la confiance entre les FDS et la population à travers la CNDH, appui dans le cadre du G5 Sahel. Cette coopération dans le domaine de la sécurité intérieure bénéficie de nombreuses leçons apprises permettant d'améliorer la création d'unités mobiles, la construction d'emprises et le renforcement d'une culture de redevabilité plus efficace. Les évaluations transversales des dispositifs de mobilité ont permis de mettre en lumière la nécessité d'améliorer les conditions de déploiement des FSI dans les régions, de soutenir les procédures d'achats locales afin de réduire les délais de livraisons et les capacités de déploiement, d'assurer la mise à disposition ou l'achat des équipements préalablement aux formations techniques, d'assurer les moyens de gestion et de réparations des équipements et d'engager un dialogue politique sur l'engagement de la partie nationale. Les formateurs nationaux dans les domaines de la sécurité intérieure et des droits humains ayant reçu un appui préalable de l'UE seront privilégiés afin d'assurer des échanges en langues locales permettant d'assurer une analogie entre les mises en situation et le déploiement des FSI nigériennes.

Les leçons apprises viseront essentiellement à soutenir une logique d'amélioration continue de l'approche projet et d'améliorer durablement l'impact du renforcement de capacités escomptés en faveur des FSI. Les ateliers techniques organisés par la mission EUCAP ont permis d'améliorer la coordination et la compréhension des enjeux et des coûts relatifs aux formations, équipements et infrastructures nécessaires à l'opérationnalisation des dispositifs de mobilités tout en améliorant la recherche d'activités efficaces et innovantes pour améliorer la redevabilité et le lien de confiance entre populations et FSI. Ainsi, le renforcement des capacités de coordination entre la mission EUCAP et la DUE-Niger d'une part et entre l'UE, les Etats Membres et les autres PTF d'autre part seront renforcés à travers la participation aux réunions menées sous la présidence de la partie nationale. Enfin, l'ensemble des leçons tirées dans

le cadre du programme Spotlight au Niger permettra de déterminer dans quelles mesures l'aspect genre peut être adressé dans le cadre de la réponse sécuritaire. En ce sens, les leçons apprises Spotlight seront prises en considération dans la préparation des modules de formation au code de déontologie des FSI au Niger.

### 3.5 Logique d'intervention

**La logique d'intervention** sous-jacente pour cette action est de contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation du Niger, dans les zones fragiles et frontalières, comme condition préalable à leur développement socio-économique durable et conformément au flagship/TEI 1 « #GouvernancePaixDroits ». En permettant aux FSI d'être plus présentes sur l'ensemble du territoire, tout en développant une relation de confiance avec les administrés, le projet contribuera dans une logique de stabilisation à sécuriser des zones encore fragiles, à augmenter la sécurité des populations et des biens et à y favoriser le retour de l'Etat avec ses services.

Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a développé une stratégie nationale pour les années 2021 à 2026 basée sur trois axes : (i) la consolidation du dispositif global de sécurité, (ii) l'adaptation des FSI aux enjeux sécuritaires et (iii) l'amélioration de la qualité des services délivrés par les FSI. La modalité d'appui budgétaire mis en œuvre pour la période 2021-2027 vise à soutenir le premier axe (« la consolidation du dispositif global de sécurité ») tandis que la présente action vise à soutenir les deux derniers axes (« adaptation des FSI aux enjeux sécuritaires » et « amélioration de la qualité des services délivrés »). En améliorant les capacités de contrôle du territoire, les conditions de déploiement et les capacités de prévention et de gestion des risques sécuritaires, les FSI seront mieux préparés et formés pour répondre aux enjeux sécuritaires s'adapter à l'évolution de la menace dans les zones fragiles. Par ailleurs, la sécurité étant « l'affaire de tous et toutes », les interventions des FSI doivent pouvoir s'inscrire en soutien aux unités territoriales afin de permettre un retour des structures étatiques et dans une logique de transparence et d'accueil du public permettant à l'ensemble de la société nigérienne de participer de manière directe ou indirecte à la sécurisation des territoires et, profiter des services de sécurité des FSI. Ainsi, si les dispositifs de mobilités déployés dans les zones fragiles sont opérationnels et interviennent à travers des dispositifs de redevabilité, alors la sécurisation et la stabilisation des zones fragiles sera améliorées et permettra un retour de l'Etat ainsi qu'un environnement propice au développement socio-économique. En se focalisant sur le renforcement du maillage territorial des FSI, la présente action permettra d'accroître les capacités du Gouvernement à contrôler et sécuriser le territoire nigérien, d'améliorer la protection des personnes, des biens, de garantir les droits humains et, d'ouvrir la voie aux initiatives de développement socio-économique durable nécessaire à la stabilisation des zones fragiles et des zones tampons.

Cette action est alignée sur les priorités politiques du Gouvernement du Niger décrites dans le PDES 2022-2026, la Déclaration de Politique Générale et, en particulier la SNSI-Phase 2 et la SNSP. Ce projet sera mis en œuvre sur la base des priorités stratégiques et opérationnelles du Gouvernement afin d'intervenir sur les aspects de prévention, de gestion et de réponse aux risques sécuritaires dans les zones de déploiement identifiées. Les zones d'intervention seront définies en étroite collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et les 3 FSI afin de soutenir activement leur interopérabilité. Le renforcement du maillage territorial des FSI sera effectué à travers un appui à leur capacité d'action préventive et réactive. Parallèlement, dans le but de permettre la protection effective des droits humains, un appui sera apporté sur l'intégration d'une culture de redevabilité des FSI incluant également le renforcement du lien de confiance civilo-FSI en étroite collaboration avec la mission EUCAP et les Etats Membres.

Cette action s'inscrit en continuité avec le Programme Indicatif Multi annuel 2014-2020 à travers les objectifs du domaine prioritaire 1 du MIP 2021-2027 « Gouvernance » et notamment à l'objectif spécifique 1.2 : « Renforcer la paix et la sécurité dans le respect des droits humains et de l'Etat de droit en particulier dans les territoires les plus fragiles » et, en complémentarité des actions de l'AAP 2021 et de la précédente programmation de l'UE au Niger. La collaboration EUCAP/DUE/Etats Membres visera également à renforcer la cohérence et l'efficacité de l'appui de l'UE globalement.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Résultats	Chaine de résultats (@): (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	L'objectif général de cette action est d'améliorer la sécurité des populations et la stabilisation du Niger, en particulier dans les zones fragiles et frontalières du pays.	1. Global Peace Index (GPI)  2. Indice de Développement Humain  3. Nombre de décès causées par des attaques terroristes d'après les statistiques nationales  4. Indice mondial du terrorisme	1. 2.589 (2021)  2. 0,394 (2022)  3. 823 (2019)  4.5,6 (en 2019)	1. A définir (2025)  2. A définir (2025)  3. A définir (2025)  4. A définir (2025)	1. Rapports GPI  2. Rapport annuel de développement humain, PNUD  3. Statistiques nationales du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (Rapports annuels du Service central de Lutte Contre le Terrorisme) et ACLED <i>Armed Conflict Location &amp; Event data</i>  4. Rapport annuel Institute for Economics & Peace	Non applicable
Effet direct 1	1. L'action préventive et réactives des dispositifs de mobilité de sécurité intérieure est renforcée	1.1. Effectif des FSI déployés pour 100,000 habitants (désagregés par âge et sexe)  1.2. Nombre de Plans régionaux, locaux soutenue(s) / développée(s) avec l'appui de l'UE dans les domaines de la prévention et la gestion des risques sécuritaires	1.1. Env 32,512 FSI tout corps confondus – soit (2021) soit 134 pour 100,000 habitants  1.2. Aucune (2022)	1.1. Ratio pour 100,000 habitants (2025)  1.2. Au moins 1 plan régional et 1 plan de sécurisation des communes soutenus dans le cadre du comité ad hoc du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation	1.1. Etude de référence et finale conduite et financé par l'appui de l'UE / Sources nationales : Résultat du plan de sécurisation des communes  1.2. Sources nationales: Suivi de la SNSI 2022-2026 du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et Rapports des effectifs publiés de la Gendarmerie Nationale / Garde Nationale et Police Nationale	Coopération et capacité d'absorption des autorités concernant l'appui au dispositif de sécurité  Opérationnalisation du comité ad hoc du Ministère de l'Intérieur et du plan de sécurisation des communes

					Sources internationales: UNODC <i>data portal</i> , <a href="https://dataunodc.un.org/">https://dataunodc.un.org/</a> Et Suivi du comité ad hoc du Ministère de l'Intérieur et du plan de sécurisation des communes	Adoption et mise en œuvre de la SNSI-Phase 2 et de son plan d'action 2021- 2027
Effet direct 2	2. Le dispositif de redevabilité des FSI envers les populations civiles, en particulier les femmes et les jeunes, et dans les zones fragiles est amélioré	2.1. Pourcentage de la population exprimant un sentiment de confiance envers les acteurs de sécurité intérieure en cas de risque sécuritaire (désagregés par sexe, age, communes de résidence)  2.2 Diminution des cas de violation des droits de l'homme par les FSI	2.1. Défini dans l'état des lieux réalisé en début de projet en coordination avec la CNDH  2.2 A déterminer (2022)	2.1 Un état des lieux au démarrage du projet et un état des lieux en fin de projet  2.2. Rapports de la CNDH et des OSC travaillants sur la protection des droits de l'homme (2025)	2.1 Etude au démarrage et à la fin de l'intervention  2.2. A déterminer	La hiérarchie et les Haut Commandants de la GNN/GN/PN sont disposés à recevoir un appui de la part du projet en matière de gouvernance et de redevabilité  Les chefs des dispositifs de mobilité sont disposés à travailler de manière étroite et transversale avec les autorités locales, départementales et régionales et à collaborés avec la population civile.
Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1. Les capacités de contrôle du territoire des dispositifs mobiles des FSI sont améliorées dans les	1.1.1. Nombre de dispositifs de mobilité formés, équipés, déployés et opérationnelles sur une durée de plus de trois mois en zones fragiles /	1.1.1. Trois (3) dispositifs de mobilité (2022) déployés avec l'appui de l'UE	1.1.1. 3 dispositifs supplémentaires avec l'appui de l'UE (2026)	1.1.1. Rapports de la GNN/GN/PN	Coopération et capacité d'absorption des autorités concernant l'appui au



	zones fragiles et frontalières	frontalières avec l'appui de l'UE  1.1.2. Nombre de femmes formatrices (Ecoles de formation et PTF) participant à la formation des dispositifs de mobilité des FSI créer avec le soutien de l'UE  1.1.3. Nombre de personnes ayant acquis le statut de formateur de formations opérationnelles et de gouvernance avec le soutien de l'UE, désagréé par sexe et âge	1.1.2. A déterminer (2022)  1.1.3 A déterminer (2022)	1.1.2. A déterminer – (2026)  1.1.3. A déterminer – (2026)	1.1.2. Système de suivi et d'évaluation de l'intervention  1.1.3. Rapports d'activités/ de formation, questionnaires de connaissances	dispositif de sécurité  Mise à disposition par l'Etat de moyens suffisants pour le fonctionnement régulier de l'unité et la réalisation de ses missions  Coordination des différents appuis à la sécurité intérieure
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2. Les conditions de déploiement des dispositifs de sécurité intérieure sont améliorées	1.2.1 Nombre d'emprises sécuritaires et/ou antennes régionales réhabilitées/construites et équipées avec l'appui de l'UE (désagréé par type d'infrastructures)  1.2.2 % des surfaces au sein des emprises sécuritaires / antennes régionales permettant le déploiement des effectifs féminins	1.2.1. Quatorze (14) infrastructures réhabilitées/construites avec l'appui de l'UE (2022) (soit, onze (11) emprises en cours de constructions / réhabilitations et trois (3) antennes régionales du SCLCT-CTO)  1.2.2 A définir	1.2.1. 17 (dix sept) infrastructures réhabilitées/construites et équipées avec l'appui de l'UE  1.2.2. Au moins 30% des surfaces construites / réhabilitées permettent d'accueillir le déploiement des effectifs féminins	1.2.1 Plans de défense, visite terrain et/ou suivi des constructions / réhabilitations et livraison des infrastructure et équipements à la partie nationale  1.2.2 Plans de défense, visite terrain et/ou suivi des constructions / réhabilitations et livraison des infrastructure et équipements à la partie nationale	Les emprises foncières sont mises à dispositions des partenaires et leur aménagement est soutenue par le gouvernement  Collaboration avec les projets EUCAP et des Etats Membres
Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3. Le fonctionnement et les capacités de prévention et gestion des risques sécuritaires au niveau régional,	1.3.1. Nombre de cartes chaleurs pour les zones fragiles et les zones tampons développées avec le soutien de l'UE	1.3.1. 0 (2022)	1.3.1. 1 (2025)	1.3.1. Système de suivi et d'évaluation de l'intervention	La CNAP permet la mise en œuvre des plateformes d'interopérabilité relatifs aux FSI en partenariat avec EUCAP

	départemental et local sont améliorés					<p>Les plans régionaux et départementaux par les autorités compétentes sont intégrés à la SNSI comme élément stratégique</p> <p>Des transferts concomitants des compétences et des ressources de l'Etat aux Collectivités Territoriales</p> <p>Collaboration avec les projets EUCAP et des Etats Membres</p>
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1. Les capacités d'intervention des FSI en soutien aux administrations territoriales sont améliorées	<p>2.1.1 Mise en place de charte d'accueil des FSI auprès des communautés dans les zones de déploiement des unités mobiles soutenus par l'UE</p> <p>2.1.2 Mise en place de la ligne verte dans les zones de déploiement des unités mobiles soutenus par l'UE</p>	<p>2.1.1 0 charte d'accueil de la Garde Nationale, 0 charte d'accueil de la Gendarmerie Nationale et 1 Charte d'accueil de la Police Nationale (2022)</p> <p>2.1.2 La ligne verte n'est pas opérationnelle sur tout le territoire (2022)</p>	<p>2.1.1 La ou les charte d'accueil sont adoptées et en circulation pour chaque corps FSI (2025)</p> <p>2.1.2 La ligne verte est opérationnelle (2025)</p>	<p>2.1.1. Rapport annuel de mise en œuvre et de supervision et rapport d'évaluation finale</p> <p>2.1.2 Registre des appels et base de données de la salle COSMOS (ligne verte)</p>	<p>Coopération des autorités concernant l'appui au dispositif de sécurité</p> <p>Compréhension et acceptation relative au développement d'une culture de redevabilité civilo-FSI</p> <p>Collaboration avec les projets</p>

						EUCAP et des Etats Membres
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2. La population civile, en particulier les femmes et les jeunes, sont informées du mandat et du rôle des dispositifs de sécurité intérieure intervenant dans leurs départements	2.2.1. Nombre de personnes sensibilisées/informées sur le rôle, le mandat des différent FSI et les dispositifs d'alertes avec l'appui de l'UE (désagregé par sexe, âge, status de déplacé/réfugié, zone géographique, situation d'handicap)	2.2.1. Situation de référence	2.2.1. A définir (2025)	2.2.1. Rapport annuel de mise en œuvre et de supervision et rapport d'évaluation finale	<p>Campagnes de communication non contraignante et ne présentant aucun risque pour les communautés et autorités locales.</p> <p>Collaboration avec les projets EUCAP et des Etats Membres</p>
Produit 3 lié à l'effet direct 2	2.3. La population civile, la société civile, les autorités locales et les FSI participent à des activités communes en faveur du développement socio-économique durable de leurs territoires	<p>2.3.1 Nombre d'infrastructures des services sociaux de bases /prestation de services à travers des activités civilo-FSI avec le soutien de l'UE</p> <p>2.3.2 Nombre de personnes civils participant aux activités civilo-FSI avec le soutien de l'UE, désagregés par sexe, âge et statut (civil, société civile, autorités locales, FSI)</p>	<p>2.3.1 0</p> <p>2.3.2 0</p>	<p>2.3.1 à définir</p> <p>2.3.2 A définir dont au mois 30% de personnes participants aux activités civilo-FSI sont des femmes</p>	<p>2.3.1. Rapport annuel de mise en œuvre et de supervision et rapport d'évaluation finale</p> <p>2.3.2. Système de suivi et d'évaluation de l'intervention</p>	<p>Volonté des FSI à participer bénévolement aux activités civilo-FSI</p> <p>Collaboration avec les projets EUCAP et des Etats Membres relatif au lien de confiance</p>

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### 4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>4</sup>.

#### 4.3.1 Gestion directe (subventions)

##### a) Objet de la(des) subvention(s)

La subvention contribuera à la mise en œuvre générale de la présente action, à savoir à tous les produits relatifs aux objectifs spécifiques 1 et 2, lorsque le bénéficiaire concerné est la Garde Nationale du Niger.

##### b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à l'association COGINTA sélectionné sur la base des critères suivants :

- Expertise et expérience dans le domaine de la sécurité intérieure au Niger ;
- Expertise et expérience dans le cadre de l'appui à la Garde Nationale du Niger ;
- Expertise et expérience dans le cadre de la construction d'infrastructures et d'administration au bénéfice du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation au Niger ;
- Expertise et expérience dans la mise en œuvre d'activités dans les zones fragiles au Niger ;
- Capacité à intervenir de manière coordonnée et en collaboration avec d'autres entités intervenant dans le domaine de la sécurité (en particulier avec EUCAP et les Etats Membres) ;
- Capacités à mettre en œuvre les leçons apprises des projets identiques dans la région d'intervention
- Opportunité de mutualisation des moyens, éventuellement par le biais d'un cofinancement permettant d'obtenir davantage d'impacts dans le domaine et la zone ciblée par l'action ;

La mise en œuvre par cette entité implique les activités décrites dans la section 3 concourant à la mise en œuvre des objectifs spécifiques 1 et 2.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié compte tenu de l'article 195 du règlement financier, de la situation de crise visées à l'article 2, paragraphe 21, du règlement financier à la date de la décision de financement et des présentes des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier de bénéficiaire en raison de sa compétence technique et de sa spécialisation en matière de sécurité intérieure au profit de la garde nationale du Niger.

<sup>4</sup>[www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

#### 4.3.2 Gestion directe (passation de marches)

##### Objectif spécifique 1

« Renforcement de l'action préventive et réactive des dispositifs mobiles de sécurité intérieure » et  
Produit 1.3 : Le fonctionnement et les capacités de prévention et gestion des risques sécuritaires au niveau régional, départemental et local sont améliorés.

L'objectif du contrat sera d'appuyer l'entité désignée par le Niger dans le cadre du comité ad hoc pour développer le plan d'action de sécurisation des communes et renforcer les compétences de prévention et gestion des risques sécuritaires des autorités nationales et locales déconcentrées et décentralisées.

#### 4.3.3 Gestion indirecte avec une entité évaluée sur la base des piliers

Dans le cadre des objectifs spécifiques 1 et 2, certaines activités relatives à l'appui à la Gendarmerie Nationale du Niger peuvent être mise en œuvre en gestion indirecte avec La *Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas* (FIIAPP) sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants:

- Expertise et expérience dans le domaine de la sécurité intérieure au Niger ;
- Expertise et expérience dans le cadre de l'appui à la Gendarmerie du Niger ;
- Expertise et expérience dans la mise en œuvre d'activités dans les zones fragiles au Niger ;
- Capacité à intervenir de manière coordonnée et en collaboration avec d'autres entités intervenant dans le domaine de la sécurité (en particulier EUCAP et les Etats Membres) ;
- Capacités à mettre en œuvre les leçons apprises des projets identiques dans la région d'intervention.

Dans le choix des partenaires de mise en œuvre (approche Team Europe ou organisations internationales), seront pris en compte (i) l'opportunité de favoriser une synergie d'actions avec des activités que les dits partenaires mènent ou prévoient de mener sur leurs fonds propres, (ii) l'expérience des partenaires dans la conduite du même type d'activités ciblées dans la zone d'intervention ou quelque part au Niger.

La mise en œuvre par cette entité implique l'ensemble des activités décrites dans la section 3 concourant à la mise en œuvre de la présente action au bénéfice de la Gendarmerie Nationale.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.3.5.

#### 4.3.4 Gestion indirecte avec une entité évaluée sur la base des piliers

Certains produits relatifs à l'OS 1 et à l'OS 2 peuvent être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur base des critères suivants :

- Expertise et expérience dans le domaine de la sécurité intérieure au Niger ;
- Expertise et expérience dans le cadre de l'appui à la FSI sélectionnées ;
- Expertise et expérience dans le cadre de la construction d'infrastructures et d'administration au bénéfice du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation au Niger ;
- Expertise et expérience dans la mise en œuvre d'activités dans les zones fragiles au Niger ;
- Capacité à intervenir de manière coordonnée et en collaboration avec d'autres entités intervenant dans le domaine de la sécurité (en particulier EUCAP et les Etats Membres) ;
- Capacités à mettre en œuvre les leçons apprises des projets identiques dans la région d'intervention.

Dans le choix des partenaires de mise en œuvre (approche Team Europe ou organisations internationales), il sera pris en compte (i) l'opportunité de favoriser une synergie d'actions avec des activités que lesdits partenaires

mènent ou prévoient de mener sur leurs fonds propres, (ii) l'expérience des partenaires dans la conduite du même type d'activités ciblées dans la zone d'intervention ou quelque part au Niger.

La mise en œuvre par cette entité implique l'ensemble des activités décrites dans la section 3 concourant à la mise en œuvre de la présente action au bénéfice de la Gendarmerie Nationale et de la Police Nationale du Niger.

En cas d'échec des négociations avec l'entité sélectionnée par la Commission, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.3.5.

#### 4.3.5 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec pour une tentative de mise en œuvre en gestion indirecte, cette action peut être mise en œuvre en gestion directe à travers une ou des subvention(s) et et vice versa.

##### *Type de demandeurs visés*

Les critères de sélection essentiels du/des demandeurs

- Expertise et expérience dans l'appui aux forces de sécurité intérieure et/ou réhabilitation d'infrastructures sécurisées (emprises, antennes de police...);
- Complémentarité géographique et thématique dans la région d'intervention;
- Opportunité de mutualisation des moyens par le biais d'un cofinancement permettant d'obtenir davantage d'impacts dans la zone;
- Capacité à intervenir dans une zone région d'insécurité;
- Capacité à intervenir de manière coordonnée et en collaboration avec d'autres entités intervenant dans le domaine de la sécurité;
- Capacités à mettre en œuvre les leçons apprises des projets identiques dans la région d'intervention.

#### 4.4 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDCI - Europe dans le monde).

#### 4.5 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.3	
Objectif 1 composé de	23 200 000
Gestion directe – subvention, cf. section 4.3.1	6.250.000

Gestion directe - passation de marchés, cf. section 4.3.2	600.000
Gestion indirecte avec une entité évaluée sur la base des piliers, voir section 4.3.3	5 000 000
Gestion indirecte avec une entité évaluée sur la base des piliers, voir section 4.3.4	11 350 000
<b>Objectif 2 composé de</b>	<b>1 000 000</b>
Gestion indirecte avec une entité évaluée sur la base des piliers, voir section 4.3.4	1 000 000
<b>Subventions</b> — enveloppe totale de la section 4.3.1	6 250 000
<b>Passation de marchés</b> — enveloppe totale de la section	600 000
<b>Evaluation – cf. section 5.2</b> <b>Audit – cf. section 5.3</b>	<b>600 000</b>
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	<b>200 000</b>
<b>Totaux</b>	<b>25 000 000</b>

#### 4.6 Structure organisationnelle et responsabilités

Le suivi de l'Action intégrée fera l'objet d'un comité de pilotage et d'un comité technique mis en place par les autorités en coordination avec les structures en cours de développement par les partenaires de l'UE afin d'assurer une mise en œuvre cohérente de toute l'action.

Le portage politique, stratégique et technique ainsi que la coordination de l'action dans sa globalité seront assurés par le gouvernement et notamment l'entité qui aura été désignée par les autorités nigériennes à cet effet. Cette entité présidera le comité de pilotage stratégique, avec comme vice-président la Délégation de l'Union européenne. Le comité de pilotage sera composé, en outre, de toutes les institutions et autorités au niveau national (Ministères, FSI etc), des agences et des organisations de mise en œuvre des différentes composantes, inclus EUCAP. Le niveau local sera également représenté au sein du comité de pilotage stratégique par les autorités locales déconcentrées et décentralisées (Gouverneur, Président du Conseil Régional, Préfets, Maires et Chefferies) impliquées dans la mise en œuvre de l'Action. Le comité de pilotage donnera la direction stratégique de l'Action, formulera des recommandations et assurera leur suivi. La représentation des femmes et des jeunes dans le comité de pilotage sera portée à hauteur d'au moins 30% des effectifs. Le comité de pilotage se réunira une fois par an et pourra être organisé en collaboration avec le comité de pilotage d'EUCAP.

Le comité technique sera présidé par le Ministère en charge de la sécurité intérieure et assisté des responsables des FSI afin de soutenir l'interopérabilité des forces et sera mis en place pour assurer le suivi des recommandations faites par le comité de pilotage, veiller à la mise en œuvre des différentes composantes faisant partie de l'action et pour assurer la complémentarité et les synergies avec les autres partenaires techniques et financiers intervenant dans le domaine sécuritaire. Ce comité se réunira trimestriellement et pourra être mis en œuvre en collaboration avec EUCAP.

Le pilotage et la coordination de l'action seront élargis aux organisations de la société civile intervenant dans les zones fragiles et frontalières, en particulier celle portant mandat envers les femmes, les filles, les jeunes et les personnes en situation de handicap.

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités des partenaires chargés de la mise en œuvre. À cette fin, les partenaires chargés de la mise en œuvre mettent en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports intermédiaires et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet). Une étude de référence pour certains indicateurs non mesurés dans le présent document sera effectuée au cours du premier trimestre de l'action et une évaluation/capitalisation finale sera menée à la fin de l'action par les partenaires en charge de la mise en œuvre. Les indicateurs seront ventilés au minimum par sexe, et par âge, situation de handicap s'il y a lieu. Tout suivi et évaluation analysera la manière dont l'action tient compte de l'égalité des genres et d'une approche fondée sur les droits humains.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

#### **Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:**

Cette action contribue à la mise en œuvre de la TEI 1, et sera mise en œuvre conjointement avec les États Membres à travers un cadre défini ultérieurement. Par ailleurs les partenaires de mise en œuvre de la présente action auront pour responsabilité de développer un système de suivi et évaluation permettant une collecte de données qualitatives et quantitatives pour chaque objectif spécifique. Le système de suivi et évaluation sera orienté résultat et, est intégré au budget régulier des activités sous la responsabilité du/des partenaire(s) de mises en œuvre sélectionné(s).

La collecte des données (dont certaines désagrégées par sexe, âge et handicap s'il y a lieu) et le rapportage devra prendre en considération des données primaires et secondaires relatives aux zones de déploiement des dispositifs de sécurité. Le rapportage des données et les analyses effectuées devront prendre en considération l'évolution du contexte sécuritaire à travers un suivi des risques et des conflits. Le rapportage des données se fera annuellement auprès de l'UE et à travers les rapports contractuels engagés avec le(s) partenaire(s) de mise en œuvre sélectionné.

### 5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une ligne de référence (étude) et deux évaluations seront effectuées pour cette action, par des consultants indépendants à travers une mission contractée par la Commission dans le cadre de la TEI1. Suite à la ligne de référence (étude), il y aura une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale avec l'objectif de développer un système de suivi et évaluation adapté et flexible, de déterminer l'état d'avancement de la présente action d'un point de vue quantitatif et qualitatif, et d'alimenter les cadres de concertation relatifs à la sécurité et à la stabilisation au Niger. Dans le cadre d'une initiative « Team Europe », les lignes de référence/évaluations réalisées conjointement avec des États membres, qui seront privilégiées, contributeurs et leurs agences de développement seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative. La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation/ligne de référence (étude). Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation/ligne de référence (étude), notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Toutes les évaluations/lignes de référence (étude) analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche fondée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

Les rapports d'évaluation/ligne de base (étude) seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre de l'évaluation à mi-parcours et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.



### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants (y compris des audits en matière de genre, autonomisation et droits humains) ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme un groupe de contrat.

Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contract		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	Contrat 1 prévu pour le produit 1.1/1.2 de l'OS1 et possiblement pour les produits de l'OS 2 Contrat 2 prévu pour le produit 1.3 de l'OS1 Contrat 3 prévu pour le produit 1.1/1.2 de l'OS1 et possiblement pour les produits de l'OS 2 Contrat 4 (indicatif) prévu pour le produit 1.2 de l'OS1 et les produits de l'OS 2